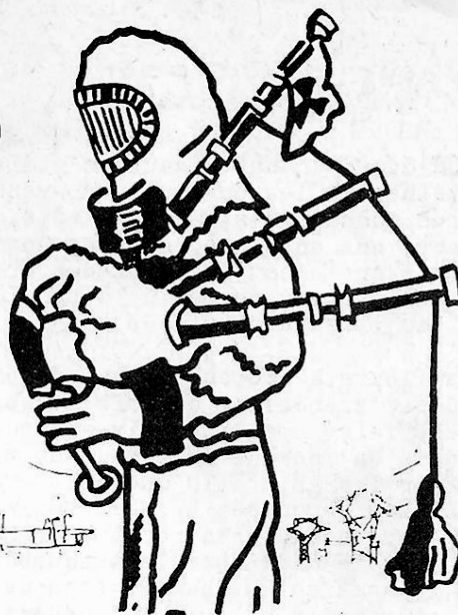


Nukleel?



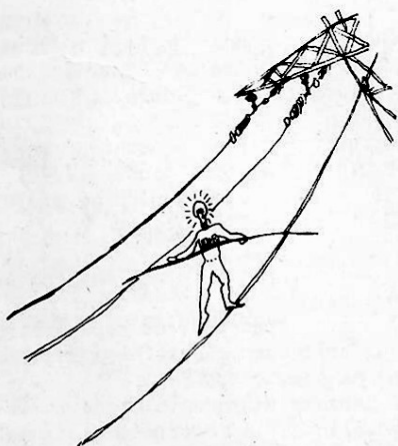
2 Francs

N°2 Janvier-Fév. 79

journal breton

d'information nucléaire

Le coup de la panne



Dessin de Bonnalle

EDF a mis tous ses oeufs dans le panier nucléaire, elle n'est plus en mesure de conserver son réseau en état de fonctionnement: pas assez de lignes de distribution, pas assez de centrales à gaz pour les heures de pointe. Résultat, tout s'effondre.

Face à cet évènement on aurait pu attendre une autocritique de la part de la direction d'EDF: naïve espérance. L'accident sera utilisé encore une fois pour tenter de culpabiliser les Bretons et les amener à accepter le nucléaire. C'est de notre faute si une ligne a sauté du côté de Nancy.

Et les propagandistes d'EDF de ressortir leurs arguments: la "Bretagne" vue par eux ne produirait pas assez. Pourtant chacun sait que la Bretagne des Bretons, la nôtre, comporte 5 départements et qu'avec la production nantaise nous sommes, au contraire, excédentaires. D'autre part il est connu qu'un breton consomme en moyenne à peine plus de la moitié de l'électricité consommée par un français moyen.

2 Le coup de la panne... (suite)

A 8h30, quand tout a sauté, c'étaient les usines et les bureaux des grands centres industriels, Paris en tête, qui se mettaient en route. Qu'on ne nous dise pas que c'est la faute des bretons qui avaient, ce matin là, besoin d'un peu plus de chauffage.

D'ailleurs, à propos de chauffage, il est assez scandaleux de voir aujourd'hui EDF faire appel au "civisme" des français en leur demandant de ne pas utiliser les appareils que cette même EDF les a poussés à acheter (rappelez vous cet été la réclame tricolore avec le nid "tout électrique"). Dans le domaine du chauffage ce ne sont pourtant pas les solutions de remplacement qui manquent.

Pour nous aussi cette panne aura été riche d'enseignements

Un système d'énergie décentralisée s'impose. Nous pouvons rappeler ce que nous écrivions dans la lettre adressée aux conseillers généraux avant leur vote:

" La Bretagne, et le Finistère en particulier, est bien placée pour une production d'énergie décentralisée basée sur:

- la mer (marées, vagues, algues à pouvoir énergétique, vent)
- l'agriculture (gaz de fermentation, cultures énergétiques)

Nous proposons que l'équivalent du prix d'une centrale comme celle que l'on cherche à imposer à la Pointe du Raz soit consacré à la création d'un centre de recherche et d'application sur les énergies nouvelles que l'on planterait dans notre région.

La Bretagne verrait ainsi confirmer sa vocation maritime et agricole."

En attendant, nous ne marchons pas dans le coup de la panne. Les solutions techniques existent pour une amélioration immédiate du réseau et il est plus que temps que soit lancé un programme de production décentralisée d'énergies nouvelles.

Ce ne sont pas les "pannes", même si on s'emploie à les répéter, qui nous ferons accepter le nucléaire.

G.B.

SOMMAIRE

- p4 et 5 La Hague, au coeur des problèmes nucléaires
- p6 et 7 GFA de Pornmoguer
Le Pacific - Fisher
- p8 Conte du Pays Nantais
- p9 à 12 Le rapport Schläesing
- p13 La Conscience du veau
- p14 et 15 Le projet ALTER
- p16 Lettre de Montluçon
- p17 Indépendance nationale?
Brennilis
- p18 Des adresses
- p19 Nantes... Le Pellerin
courrier des lecteurs

* * *

L'Abstention du docteur.

Le C.R.I.N. Bigouden prend acte de la décision du Dr BENARD, maire et conseiller général de PONT L'ABBE de s'abstenir lors de la dernière assemblée du Conseil Général à propos du projet de centrale nucléaire à Plogoff.

Mr BENARD reconnaît un fait : le Pays Bigouden est contre les centrales nucléaires, à Plogoff et ailleurs...

Ainsi en véritable démocrate, "représentant élu de la population" dit-il lui-même, il devait voter CONTRE ce projet de Plogoff et non pas s'abstenir.

Son abstention lui permet de ménager les 2 aspects :

- il ne vote pas pour et espère être à l'abri des critiques électorales futures (élections cantonales en 79) ,
- il ne vote pas contre et reste solidaire des élus de la majorité.

En fin de compte, Mr BENARD utilise le mouvement anti-nucléaire du pays bigouden et s'en sert comme prétexte pour son jeu politique personnel.

Nouvelles du G.F.A de Porsmoguer

Le but du Groupement Foncier Agricole de PORSMOGUER, créé en septembre 1977, est de défendre la vocation agricole des communes de PLOUMOGUER et PLOUARZEL, et par conséquent de s'opposer concrètement à l'implantation d'une Centrale nucléaire sur ces communes.

L'argent collecté en parts de 100 Fr, a déjà été investi en majeure partie, dans l'acquisition de terres.

PORSMOGUER est-il écarté de la carte des sites depuis que le conseil régional et le conseil général ont fait connaître leur avis ? Rien n'est moins sûr .

. Le conseil régional de Bretagne n'a émis qu'un avis, la décision finale appartient au gouvernement.

. On parle de plus en plus d'un surrégénérateur en Bretagne (à Brennilis)

. E.D.F cherche actuellement UN SITE pour y installer une autre USINE DE RETRAITEMENT DE DECHETS RADIOACTIFS. L'aspect des côtes Léonardes ressemble étrangement à celui des côtes de La Hague...

. Le programme nucléaire français prévoit entre 170 et 200 réacteurs atomiques installés sur 40 à 50 SITES. :

- PLOGOFF n'est QUE LE 22ème SITE EN VISAGE.

- Il en reste donc AU MOINS AUTANT A TROUVER.

On observera d'autre part que les centrales seront concentrées dans trois régions essentiellement : la vallée du Rhône, l'Alsace et la Côte Ouest de l'Hexagone (Bretagne-Normandie).

De ces trois régions, c'est la BRETAGNE qui pour le moment est la moins "nucléarisée".

Dans son planning de début Février 78, E.D.F nomme la centrale Bretonne de PLOGOFF ? ou ailleurs? : BRETAGNE I

3

Nous sommes en droit de nous poser une question :

OU ET QUAND BRETAGNE II ?

A PORSMOGUER le danger de choix de site n'est donc nullement écarté, ni dans le présent, ni dans l'avenir.

D'autre part le G. F. A. remplit bien son rôle agricole, car avec l'acquisition faite au mois de mai dernier, il a permis le maintien d'une famille sur son exploitation.

Pour permettre de faire des baux à long terme la durée du G. F. A. a été portée de 10 à 50 ans, on lui prédit - donc une longue vie.

Il est prévu prochainement une information plus complète pour chaque apporteur de parts.

*

Un C.L.I.N à Audierne

Le vendredi 1er décembre, une première réunion regroupe 18 Audiernais et quelque amis de Plouhinec. Tous sont convaincus du danger du nucléaire non seulement pour la région mais pour la planète. Ce soir-là le C.L.I.N. est créé.

Première action : un texte de cinq pages est remis à chaque conseiller municipal et au maire (principaux points développés : pollutions radio-actives, thermiques et chimiques ; les déchets ; les accidents ; les lignes à hautes-tension ; le plan Orsec-Rad ; situation économique du Cap).

Ce texte a pour but de contrebalancer celui que le maire a remis à chaque conseiller, quelques jours avant que ne se réunisse un conseil municipal extraordinaire (ordre du jour : les retombées économiques d'une centrale nucléaire à Plogoff). A bulletins secrets, par un non mitigé, les conseillers municipaux refusent l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. Contre 11 , pour 2 , 5 blancs, 5 abstents.

Samedi 23 décembre : distribution de tracts " Aujourd'hui un ponton, des fûts d'acide acétique et nitrique - Demain des déchets radioactifs " .

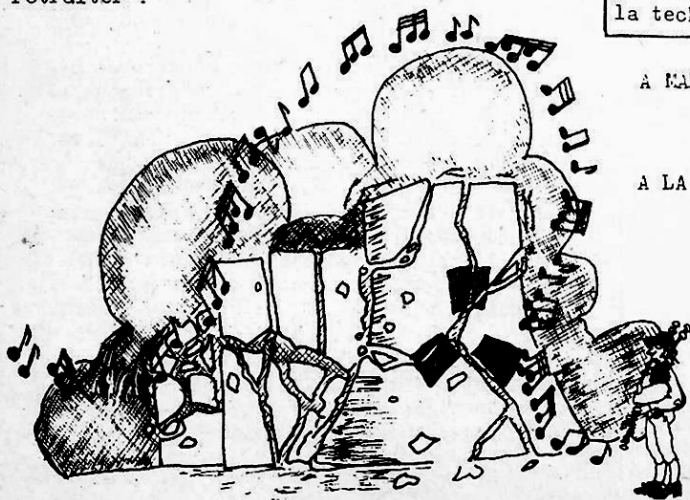
4

LA HAGUE Au cœur des problèmes nucléaires

L'usine de retraitement des déchets radio-actifs de la Hague n'est capable de retraiter actuellement que 100 à 150 tonnes par an de combustible irradié "eau légère" (PWR). Ces 150 tonnes correspondent aux tranches E.D.F. actuellement installées soit 5.000 MW (Fessenheim, Bugey, Dampierre)

Se pose alors de savoir si les 1,5 tonnes de Plutonium (Pu), issues de ce retraitement par an, seront suffisantes pour alimenter la chaîne surgénératrice. Rappelons en effet que Super Phénix à lui tout seul aura besoin de 2,5 tonnes par an de Pu. En outre E.D.F. prévoit la construction de 4 réacteurs rapides (surgénérateurs) sur la Saône : 2 pour 1986 et 2 autres pour 1991. Ces 4 réacteurs auront besoin de 15 tonnes de Pu par an.

Cela implique donc la réalisation parfaite d'une nouvelle usine : U P3 A prévu pour 1984 et U P3 B prévu pour 1986 à la Hague. Mais où trouver le combustible à retraiter ?



Dans un premier temps on pourra tirer 11 à 15 tonnes de Pu des 1.100 tonnes des combustibles irradiés des centrales Graphite gaz actuellement stockés. Mais après il est à redouter que devant la nécessité d'obtenir des quantités importantes de Pu, pour lancer les tranches surgénératrices, on ne soit amené à retraiter un tonnage supérieur à 150 tonnes sans avoir attendu une plus grande désactivation en piscine. Dans le même temps E.D.F. s'engage à retraiter des combustibles irradiés étrangers...

Mais les interrogations ne s'arrêtent pas là. Rappelons que le retraitement a pour but d'extraire le plutonium et de récupérer uranium et produits de fission. Mais selon que l'on retire des combustibles en provenance des centrales "Graphite Gaz", "eau légère" ou surgénérateurs, on a affaire à des combustibles de plus en plus irradiés qui nécessitent une technique et des précautions toutes particulières. De plus on sait que le retraitement des combustibles "rapides" sera d'un coût très élevé (20 à 200 fois celui des combustibles "eau légère")

Le retraitement a pour but d'extraire le plutonium des combustibles irradiés afin de l'utiliser - pour la fabrication de bombes, - comme combustible dans la filière surgénératrice (Rapsodie, Phénix, Super-Phénix)

- de récupérer l'uranium qui, après enrichissement, peut être réintroduit comme combustible dans les centrales à "eau légère" ou PWR (ex: celle qui est prévue à Plogoff)
- de séparer les Produits de Fission qui seront évacués dans l'air, en mer ou stockés sur place, puisque dans l'état actuel de la technologie, on ne sait pas quoi en faire.

Après avoir donc construit :

- A MARCOULE : U P1 pour extraction de Pu à usage militaire. Il est d'ailleurs question d'y envoyer des déchets Graphite Gaz stockés à la Hague.
- A LA HAGUE : U P2 retraitement de combustibles Graphite Gaz civils (Chinon, St Laurent, Bugey I, Vendelles)

HAO + U P2 (Haute activité Oxyde) retraitement de combustibles eau légère.

AT1 Atelier expérimental mis en service en 1969 pour le retraitement des combustibles d'origine du surgénérateur Rapsodie.

LA HAGUE au cœur des problèmes nucléaires

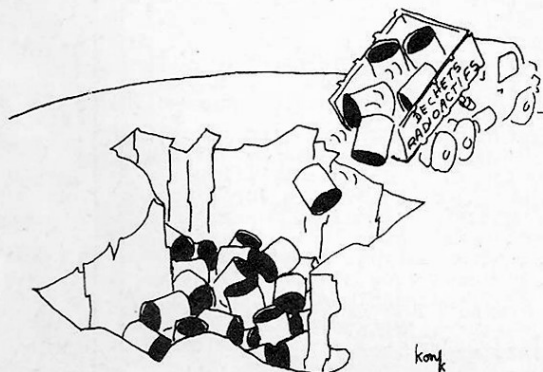
Il est actuellement prévu en plus, de la construction de :

- deux nouvelles piscines de stockage (1978)
- un atelier de vitrification des déchets (79)
- l'atelier M A O (Moyenne activité Oxyde) (1980)
- U P 3 A (1984) et U P 3 B (1986)

La construction d'un atelier de retraitement des combustibles des surgénérateurs sans oublier - des voies ferrées - portiques de déchargement des chateaux, et autres choses ...

Il va sans dire que le passage au stade industriel des retraitements des combustibles rapides posera des problèmes très sérieux, alors que ce retraitement est a priori, beaucoup plus délicat que celui des combustibles "eau légère" sur lequel on bute actuellement. (Rappelons les grèves des centres de La Hague, Miramas et Marcoule de Septembre 76 à Janvier 77)

Les Nucléocrates Français ne doutent de rien, pendant que les Anglais se posent des questions : " Le retraitement des combustibles irradiés des centrales nucléaires commerciales est vraiment beaucoup plus difficile que ce l'on aurait pu imaginer il y a dix ans. A cette époque, tous les pays croyaient comprendre ce qu'il fallait faire." (Citation de Sir John Hill Président de l'UKEA - CEA britannique)



"Le Canard enchaîné" Mercredi 22 Novembre 78

La Hague est avec Windscale, la seule usine à grande capacité de retraitement des combustibles irradiés qui fonctionne au monde. La Hague est en situation de monopole mondial et ce triste privilège, s'il rapporte des devises à certains, transforme La Hague en dépotoir de déchets radio-actifs en provenance d'Italie, d'Allemagne, de Suède, Espagne Afrique du Sud, Hollande, Suisse et France évidemment. L'arrivée des bateaux de déchets japonais, c'est pour fin 1978 début 1979.

L'usine fonctionne depuis 1966. Elle s'étend sur 220 hectares. Retraitement et stockage sont confiés à deux sociétés de droit privé, sous contrôle de l'Etat : la COGEMA est une filiale à 100% du C E A . Elle a pour fonction la chaîne du combustible de la mine au retraitement. Il est important de noter que le C.E.A. cède des actions de la COGEMA au secteur privé. La municipalité de Cherbourg vient de porter plainte contre la privatisation de la COGEMA.

INFRA TCME

dépend des Potasses d'Alsace. (Potasses et Engrais Chimiques Engineering). Elle est spécialisée dans le stockage des déchets solides de faible activité (autorisation du gouvernement en 1969) Le contrôle appartient au C.E.A. maintenant COGEMA et au S.C.P.R.I. (Service Central de Protection contre les rayonnements Ionisants) Le cimetière est prévu pour un million de fûts ; en 1974 il en contenait déjà 270.000 (on approche des 500.000 fûts en 78)

Les plus énormes, les plus solides navires peuvent
venir s'échouer sur nos côtes.

Le CLIV de PLOUZOUEC a envoyé ce courrier

Comité Local d'Information
Nucléaire (C.L.I.N.)
de PLOUZOUEC

Plouzoiec, le 18 Décembre 1978

Monsieur le Maire,
Messieurs les Conseillers Municipaux,

Il y a seulement neuf mois venait s'échouer sur nos côtes :
l'AMOCO-CADIZ.

Chacun connaît les conséquences désastreuses de la marée
noire sur notre région.

Aujourd'hui, nous apprenons qu'une cargaison d'un tout autre
genre menace nos côtes bretonnes.

Il s'agit du "Pacific Fisher", chargé de containers de dé-
chets radioactifs (14 tonnes), en provenance du Japon, se diri-
geant vers le Centre de Retraitement de La Hague, près de CHERBOURG.

Jusqu'à présent, le centre de La Hague n'a reçu de contai-
ners que par le rail et la route. Mais l'ambitieux programme de
retraitement des combustibles irradiés étrangers oblige les
français à se développer. C'est ainsi que la British Nuclear Fuel
Limited a mis en service un nouveau type de navire spécialisé en
faisant modifier un cargo classique. Le "Pacific Fisher" 100 m de
long a été transformé à ABERDEEN, les travaux ont duré un an,
permettant de renforcer la coque et le pont, d'installer deux
hélices et en créant un nouveau compartimentage destiné à rece-
voir 36 containers de combustibles irradiés.

Ce navire sera appelé à effectuer dès la fin 1978 trois ro-
tations annuelles vers le Japon. Chargé dans quatre ports privés
japonais situés à proximité des réacteurs, le "Pacific Fisher"
effectuera en une cinquantaine de jours le trajet vers l'Europe,
via le canal de Panama.

Effectuant son premier voyage, le "Pacific Fisher" a quitté
le Japon le 1er novembre 1978, il a été signalé au canal de Pana-
ma le 2 décembre et devrait passer devant nos côtes ces jours-ci.

Un deuxième navire spécialisé sera construit l'an prochain
par un chantier japonais, toujours pour le compte de la British
Nuclear Fuel Limited. Rappelons qu'en 1976, la COGEMA, filiale
du Commissariat à l'Energie Atomique, a signé avec le Japon un
contrat portant sur 1600 T de combustibles irradiés.

... / ...

P7

à tous les maires de la côte du Nord Finistère
directement concernés par les voyages du
"Pacific Fisher."

Il est évident que les experts estiment que toutes les précautions sont prises, que les containers sont d'épaisseur suffisante pour éviter tout risque de dispersion...

Quant à nous, pour en avoir fait les frais, nous savons où nous mènent de telles déclarations.

Chacun sait "qu'il n'y a jamais de tempête, que les incendies et les avaries de barre ou de machines n'arrivent jamais..."

Qu'arriverait-il si, dans de telles circonstances, le "Pacific Fisher" venait à perdre sa cargaison aux abords du littoral ?

Il ne faudra pas compter sur une quelconque odeur pour nous alerter. En effet, si le pétrole nous l'avons senti et vu, la pollution radioactive n'a ni odeur, ni couleur, notre organisme ne possède aucun sens capable de la détecter.

Que se passera-t-il ? Les pouvoirs publics attendront-ils comme à SEVESO, que les effets de la pollution radioactive soient visibles pour donner enfin l'alerte et essayer d'improviser un quelconque plan de secours ? Nous craignons fort qu'il soit alors trop tard.....

Il faut savoir qu'il n'existe aucun moyen de protéger la population contre une libération de produits radioactifs : AUCUN. La lecture du plan ORSEC-RAD (Organisation des Secours en cas d'accidents par Radiations) allemand pour la centrale de FESSENHEIM en Alsace, le confirme.

Que se passera-t-il ? Serons-nous EVACUES vers des zones non contaminées ? Et où ?

Ou au contraire ne procédera-t-on pas à un BOUCLAGE des zones contaminées par la police et l'armée, "en fixant" les populations sinistrées sur place ? Ceci éviterait aux régions extérieures de faire connaissance avec la véritable dimension de l'évènement !

Quand on sait que, entre autres, le Plutonium - contenu dans ces déchets radioactifs met 24000 ans à perdre la moitié de sa radioactivité et qu'il est actuellement admis que la dose mortelle pour un individu est de moins d'UN MILLIONIEME DE GRAMME ; et que ces substances radioactives portées par les vents peuvent concerner des centaines de milliers d'individus : on peut dire que SEVESO en comparaison n'aura été qu'un incident de parcours.

Côté terre, nous ne sommes pas plus à envier : avec le trafic des transports de matières radioactives qui existe entre l'Île Longue et La Hague d'une part, et Brennilis et La Hague d'autre part.

Qu'ont prévu les pouvoirs publics en cas d'accident survenant au "Pacific Fisher" ou autres ?.....

Nous vous demandons, à vous Elus, représentants des populations de vous enquérir auprès des pouvoirs publics, des mesures prévues pour assurer la sécurité des populations, et d'en informer vos administrés.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers municipaux, l'expression de nos sentiments distingués.

C.L.I.N de PORSMOQUER

Contes et compteurs

J'ai appris qu'il existe au Pays Nantais un sénateur qui, puisque c'est la mode ne pense plus qu'à la pénurie d'énergie. Il veut sûrement se reconvertir dans le lobby nucléaire, à défaut d'être réélu, car le brave homme est farouche partisan d'une centrale atomique aux portes de Nantes, au Pellerin. Cela, naturellement déchaîne l'enthousiasme des écologistes et déchaînera celui des Nantais quand ils seront au courant, c'est le cas de le dire.

Ce sénateur radio-actif a donc décidé, comme ça, énergiquement, que l'estuaire de la Loire avait besoin d'une pile surrégénératrice pour attirer les grosses industries. Son rêve, à cet homme, c'est de voir la Loire aussi polluée que la Seine au Havre. A moi les méga-usines, les boues rouges, le phosphogypse, le mercure! A moi les eaux chaudes où créveront poissons et crustacés, où pulluleront les algues, où se développeront les maladies tropicales! A moi les forêts de pylones électriques, les lignes haute tension, les transformateurs géants! Quelle joie de voir des tours de cent cinquante mètres de haut puiser l'eau du fleuve et cracher le brouillard en permanence! Quel plaisir pour les Nantais quand soufflera le vent d'ouest, et pour les Nazairiens quand il viendra de l'est! Chacun se sentira irradié de reconnaissance pour le brave sénateur.

La vertueuse E.D.F., qui a tant de difficultés avec les populations nucléophobes, se doit de faire quelque chose pour lui. Je propose qu'elle le loge pendant sa vie entière dans l'enceinte de la future centrale. Car il a bien mérité une maison, "tout électrique, tout nucléaire" comme il se doit, survolée d'une nappe de fils haute tension, ceux qui rendent si agréables la réception de la radio et de la télévision. Il faut aussi lui fournir un phare antibrouillard pourqu'il s'y retrouve autour de chez lui. Ne pas oublier les boules Quiès car ces charmantes tours de refroidissement ont la délicieuse habitude de faire du bruit jour et nuit. L'abonnement chez plusieurs médecins va de soi, de même que le laissez-passer car la police n'est pas commode autour des sites atomiques.

Je propose d'autre part que l'E.D.F. l'envoie faire honte au maire de Plogoff et à ses administrés, tous gauchistes chevelus anarchistes hirsutes, contestataires éhontés, qui refusent le progrès technique, lumière de l'homme et les piles atomiques nécessaires en ce monde affamé de kilowatts. Car il faut savoir que la consommation d'électricité double tous les dix ans, on le constate depuis cinquante ans et il en sera ainsi toujours, c'est une loi divine qui nous a été révélée par l'Electricité de France. Il ne s'agit donc pas de blasphémer à la fois Dieu et la France. Et il faut faire vite car si nous n'avons besoin que de deux centrales aujourd'hui en Bretagne, il en faudra 1024 dans cent ans, et 1.099.511.627.776 dans quatre cents ans. Le seul problème sera évidemment de loger ces mille milliards de centrales, mais Dieu, la France et le sénateur y pourvoiront.

Quant aux autres centrales, les syndicales, elles ont l'air enchantées des projets en cours. Pensez-donc, cela va créer quelques centaines d'emplois pendant trois ou quatre ans, on ne va pas cracher dessus. Pour la suite on s'en moque. Qu'importe que les nuisances l'emportent de très loin. On ne va quand même pas faire entrer en ligne de compte le fait que l'emploi de mille ouvriers va ruiner la santé de dix mille autres ouvriers, sans compter leurs femmes et leurs enfants.

Le mythe du "travailleur" est de même nature que celui de l'énergie. Le bout du nez est l'horizon commun. Il faudrait pourtant bien se persuader qu'on n'emène ni son travail ni son compteur électrique au cimetière, qu'on soit sénateur ou manoeuvre-balai.

An Diskaner



le rapport pour 1978
de la commission des
finances
sur
les centrales
nucléaires

P9

N° 3131

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
CINQUIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1977-1978

Annexe au procès-verbal de la séance du 5 octobre 1977.

RAPPORT
FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE
ET DU PLAN (1) SUR LE PROJET DE loi de finances pour 1978 (n° 3120).

PAR M. MAURICE PAPON,
Rapporteur général,
Député.

ANNEXE N° 23
INDUSTRIE, COMMERCE ET ARTISANAT
INDUSTRIE
Rapporteur spécial : M. Edouard SCHLOESING

(1) Cette Commission est composée de : MM. Lecler, président; Maurice Papon, rapporteur général; Montagne, Ribes, Louis Sallé, vice-présidents; Robert Bisson, Cornet, Voisin, secrétaires; MM. Aklay, Ballanger, Baudol, Baudis, Mario Bernard, Benoist, Alain Bonnet, Boulhoche, Caro, Chauvet, L'Évesque, Combrisson, Jean-Pierre Col, Crépeau, Cressard, Dehame, Devers, Desbrenan, Duffaut, Fosse, Frélaud, Gimoux, Gosnat, Hamel, Hoffer, Josselin, Pierre Joux, Lamps, Larue, Lecomte, Le Tac, Le Theule, Madrelle, Marcotte, Marie, Mayoud, Mesmin, Neuwirth, Partrat, Plantier, Pons, Franchère, Ribadeau Dumas, Riethou, de Rocca Serra, Rohel, Savary, Schloesing, Sprauer, Stourou, Tissandier, Torre, Hubert André Vivien, Vitez.

Loi de finances. Industrie, Commerce et Artisanat (Ministre de l') - Industrie - Énergie - Énergie nucléaire - Charbon - Pétrole - Entreprises nationales publiques - Électricité - Finances - Gaz de France - Charbonnages de France.

Le 25 novembre les comités antinucléaires finistériens adressaient aux conseillers régionaux, réunis pour décider du choix de Plogoff comme site nucléaire, une lettre s'appuyant sur un rapport officiel qui mettait en doute la rentabilité future des centrales nucléaires c'est ce rapport que nous vous présentons ici.

D'abord qui est l'auteur de ce texte: Il s'agit comme l'entête l'indique d'un rapport fait le 5 Octobre 1977 au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, dirigée par M. Maurice Papon, actuel ministre du budget. Le rapporteur spécial en était M^{re} Edouard Schloesing. Ce rapport a été publié comme il se doit par l'imprimerie de l'Assemblée nationale et il aurait sans doute rejoint le rayon des archives oubliées si les comités d'information nucléaire ne s'étaient pas chargés d'en assurer la diffusion.

Dès le sommaire le texte étonne en classant dans la rubrique "ce que nous n'avons guère" l'uranium dont on nous dit sans arrêt qu'il est un élément d'indépendance nationale. Par contre la rubrique "ce que nous avons" indique l'hydro-électricité mais aussi les énergies nouvelles. Il est donc tentant d'aller y voir de plus près. Nous avons extrait les passages les plus marquants du rapport. Nous nous sommes bornés à les lier entre eux.

jusqu'en 75: Le Tout Pétrole.

D'abord la commission des finances montre comment, pour assurer le règne du pétrole, le gouvernement, sous la pression d'EDF a fait régresser le charbon, abandonné la recherche pétrolière et négligé l'hydroélectricité.

E.D.F. néglige l'hydroélectricité: Si à partir de 1963 la part de l'hydroélectricité n'a cessé de regresser c'est que:

" E.D.F. fonde sa politique sur un chiffre: le prix du kWh aux bornes de la centrale. On peut considérer que cette façon de voir les choses manque d'ampleur mais il est de fait qu'il appartenait au Gouvernement d'avoir une vue plus large du problème et d'imposer ses choix aux entreprises nationales.

Certes, l'investissement hydro-électrique coûte cher. Mais une fois l'effort initial accompli, l'exploitation est fatalement peu onéreuse puisque le combustible est gratuit.

La regression du charbon est accélérée en obligeant les charbonnages de France à vendre leur charbon plus cher que le charbon importé.

" les prix de vente en France des charbons importés d'Allemagne fédérale et d'Union soviétique (rendus région parisienne) destinés aux foyers domestiques étaient supérieurs, au 1^{er} mars 1977, de 12 à 74 % suivant les provenances et les qualités aux prix des mêmes charbons vendus par les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Il importait peu que les charbonnages perdent de l'argent pourvu que l'on sauvegarde, autant que faire se pouvait, l'indice des prix. Cette politique revenait à écarter à prix réduit une énergie nationale alors que nous étions obligés d'acheter, parfois à prix plus élevé, une énergie importée. Cette politique avait pour conséquence d'opérer un transfert au bénéfice de la sidérurgie — ce qui n'a pas empêché sa déconfiture — et au bénéfice d'E.D.F. à qui les charbonnages ont vendu leur charbon et leur électricité sur la base d'un prix très inférieur au prix moyen du fuel. Ces déficits, transférés d'une entreprise à une autre, n'ont pas de justification économique; ils altèrent les résultats et faussent les perspectives.

Des prix plus normaux auraient permis dès lors une exploitation plus rationnelle de notre charbon, justifié une décélération moins vive de la production, une évolution plus raisonnable et partant une meilleure sauvegarde de notre patrimoine énergétique.

La conclusion de la commission des finances sur toute cette période est sans appel:

" En bref, depuis 1960, nous avons négligé les atouts dont nous disposions pour fonder notre croissance sur la source d'énergie dont nous étions précisément dépourvus.

Vient la crise et le quadruplement du prix du pétrole auquel on avait lié tout notre devenir énergétique. P. 10

à partir de 74: Le Tout Nucléaire.

" La crise survient brutalement. Le résultat en est le quadruplement du prix du pétrole et une forte majoration du prix des autres formes d'énergie.

Les spécialistes sont désemparés.

L'on s'aperçoit des résultats de la politique passée. Mais, étrange constatation, personne n'avoue s'être grossièrement trompé.

Il est temps de réagir. Que va-t-on faire ?

Contrairement aux apparences, on ne change pas complètement de politique. On entend simplement remplacer le pétrole par l'énergie nucléaire, nouvelle panacée.

Ainsi certains esprits ne s'étonnent pas devant une projection qui multiplie par 45 en vingt-cinq ans la production d'électricité d'origine nucléaire.

C'est alors l'escalade, la folie des grandeurs.

" En 1973, l'électricité d'origine nucléaire représentait 3,13 millions de tep (1), soit 1,8 % de nos besoins. Pour 1985, l'énergie d'origine nucléaire devrait représenter 60 millions tep soit 25 % de nos besoins en énergie. Il ne s'agit donc de rien moins que de multiplier par près de 20 notre production d'électricité nucléaire, en douze ans.

L'électricité d'origine nucléaire devrait représenter, toujours en 1985, 14 % des besoins en énergie du Japon, 16 % en République fédérale d'Allemagne, environ 16 % également aux Etats-Unis et 9 % pour l'ensemble du monde. Plus encore, alors que l'électricité nucléaire devrait couvrir en 1985, 25 % de la consommation totale d'électricité au Japon, 30 % aux Etats-Unis et 32 % en Europe occidentale, le pourcentage pour la France devrait atteindre 70 %.

Aucun des responsables ne paraît s'être montré surpris de l'importance de la mutation proposée, de sa rapidité et des bouleversements qu'elle ne manquerait pas d'entraîner.

Les moyens à mettre en œuvre pour accomplir une tâche aussi formidable n'ont pas été programmés. L'intendance, on le sait, est faite pour suivre. Pour sa part, votre commission des Finances a, au cours des dernières années, émis de sérieuses réserves sur nos possibilités de conduire à bonne fin un tel programme.

Mais en plus, chose plus grave pour la commission des finances:

Le Nucléaire n'est pas rentable

" le prix du kWh nucléaire s'est sensiblement rapproché du kWh « charbon » (11,6 centimes) et son écart avec le kWh « fuel » (13,3 centimes) s'est notablement amenuisé encore qu'il demeure significatif. D'ores et déjà, il n'est plus question de substituer le nucléaire aux centrales thermiques existantes, la compétitivité du nucléaire nouveau n'étant que faiblement positive par rapport aux centrales existantes à fuel et négative par rapport aux centrales à charbon.

A elle seule, cette évolution devrait conduire à réexaminer les objectifs précédemment fixés.

Au surplus, on peut, à bon droit, émettre quelques réserves sur les conditions dans lesquelles les calculs présentés par les pouvoirs publics sont opérés.

Les experts des finances relèvent que E.D.F n'a pas beaucoup tenu compte dans ses calculs des frais de transport et de distribution, du taux de disponibilité des centrales (qui sont bien souvent arrêtées) et que d'autre part:

"Le mode de calcul utilisé par les pouvoirs publics ne permet pas non plus de prendre en compte le prix du démantèlement des centrales parvenues au terme de leur période de fonctionnement. Un article du *Nouveau Journal* en date du 20 octobre 1977 faisait récemment état des préoccupations des Américains sur ce point. Le coût du démantèlement fait problème et les méthodes à utiliser sont encore en question. La solution qu'il faudra bien apporter au problème des déchets pourrait enfin majorer à nouveau le prix du kWh nucléaire."

En conclusion:

"Des facteurs de majoration du prix existent donc à l'heure actuelle. On peut prévoir un nouvel accroissement du coût du kWh nucléaire, à supposer que techniquement le fonctionnement des centrales ne pose pas de problème sérieux. Dès maintenant, le fondement chiffré du programme nucléaire doit être revu."

Et aujourd'hui si:

"il fallait aujourd'hui remplacer la totalité du programme nucléaire par un programme de centrales thermiques classiques et de centrales hydrauliques, il n'en coûterait pas plus cher à la Nation."

Nucléaire et Chomage

La commission des finances relève une autre incidence de la politique financière de E.D.F

"Cependant, l'énormité du programme conduit E.D.F. à mobiliser de ressources financières très importantes. Ses besoins de financement sont de l'ordre de 16 milliards de francs en 1977 et de 20 milliards de francs en 1978. et il n'y a aucune chance que l'on puisse, sans inconvénient grave, collecter l'épargne de façon privilégiée au bénéfice d'E.D.F. comme on le faisait voici près d'un quart de siècle."

La place qu'occupe E.D.F. sur le marché financier français limite les possibilités de financement des entreprises privées; elle peut donc restreindre leurs possibilités d'investissement. Cette éventualité n'est pas sans gravité, de même qu'il n'est pas sans importance de s'endetter lourdement à l'étranger."

Les entreprises en difficulté ne trouveront donc plus sur le marché l'argent nécessaire à leur survie; il s'ensuivra un accroissement du chômage mais tout le monde ne sera pas perdant: les multinationales de l'atome feront leurs bénéfices.

L'indépendance nationale

"le choix des centrales à eau pressurisée a conduit la France à faire appel aux brevets de la firme américaine Westinghouse. Jusq'en 1982 au moins, la France devra, pour construire ces centrales, verser à l'entreprise américaine des redevances dont on a dit — sans que cette assertion ait été démentie — que leur montant suffisait à financer intégralement le programme de recherche de l'entreprise titulaire des brevets."

Le gaspillage d'E.D.F

E.D.F pousse au gaspillage. Les experts des finances montrent également dans leur rapport que pour justifier son programme d'installation de centrales E.D.F pousse à la surconsommation d'électricité.

"Le programme nucléaire, tel qu'il a été arrêté en début de période, supposait, pour que l'électricité produite soit consommée, que cette forme d'énergie se substitue à d'autres dans une proportion croissante. Au surplus, en encourageant la demande, l'entreprise s'assurait pour longtemps un marché captif. E.D.F. a pensé que la pénétration de l'électricité dans le secteur du chauffage devait être encouragée sans plus tarder. D'où une campagne massive, permanente et efficace en faveur du chauffage électrique, paré, pour les besoins de la cause, de toutes les vertus."

"On a vu E.D.F., pour défendre le chauffage électrique, comparer une habitation chauffée électriquement mais pourvue d'une bonne isolation thermique à une autre habitation chauffée au fuel mais non isolée. Au-dessous d'un graphique qui fait apparaître une extraordinaire progression de l'électricité d'origine nucléaire, le dernier numéro d'un mensuel économique a porté la légende suivante: « Pétrole et charbon se faisant rares, l'électricité devra se substituer à eux. Pour la fabriquer, on ne peut plus compter brûler des combustibles dans les centrales, ni édifier de nouveaux barrages. Il ne reste donc que l'uranium ». Qu'un périodique de cette qualité profère autant de contre-vérités en si peu de mots est fâcheux pour sa réputation. Si l'on ajoute que les auteurs de l'article sont particulièrement bien informés, on ne peut que s'interroger."

Les résultats de la campagne d'E.D.F. ont été spectaculaires. Pour partie, la raison en est que le chauffage électrique est bon marché à l'investissement, mais au contraire fort onéreux à l'exploitation. Les promoteurs immobiliers ont donc compris, au bout de quelque temps, qu'il leur était aisé en proposant le chauffage électrique, de faire des économies sur le coût de construction et d'arrondir ainsi leur profit, la contrepartie de l'opération étant entièrement couverte par l'occupant du logement qui n'a pas fini d'être surpris par le montant de ses factures d'électricité. Il a fallu que le Gouvernement, tardivement, prenne des mesures de restriction pour limiter les méfaits de cette opération trop réussie."

Ce sont les Marchands de Centrales qui décident .

Pour terminer, c'est l'existence d'un état dans l'état que dénonce le rapport de la commission des Finances: Il s'agit de la commission P.E.O.N véritable patron du nucléaire

On sait que toute la politique nucléaire française est élaborée et proposée par la commission de production d'électricité d'origine nucléaire (commission dite P.E.O.N.). Or, cette commission est composée pour une large part par les représentants d'E.D.F. et du C.E.A. ainsi que par les représentants des industriels intéressés à la réalisation du programme. Cette composition en elle-même fait problème. On n'imagine pas que la politique des constructions scolaires soit pour l'essentiel élaborée par les entreprises du bâtiment. On peut être assuré que les personnalités de grande capacité et de haute qualité qui composent la commission P.E.O.N. savent, autant que d'autres, faire prévaloir ce qu'elles considèrent comme étant l'intérêt national. Mais leur formation comme leurs choix professionnels donnent à penser qu'ils examinent davantage les possibilités du développement nucléaire que les orientations à donner à notre politique énergétique. Il en résulte que la place des différentes formes d'énergie se trouve prédéterminée, en quelque sorte sans débat au fond, dès lors que la commission a arrêté ses choix sur le déroulement du programme nucléaire

Ceux qui souhaiteraient être plus informés sur cette commission P.E.O.N, son rôle, ses pratiques seraient avisés de lire le livre de Simonot: Les Nucléocrates

Peut être souhaitez vous lire l'original du rapport, il en vaut la peine. Vous pouvez vous le procurer à l'imprimerie nationale ou au G.S.I.E.N (groupement de scientifiques pour l'information sur le nucléaire) - 2 rue François-Villon 91,400 Orsay. Vous pouvez aussi vous adresser aux comités finistériens qui le diffusent.

Pour terminer quelques extraits en vrac:

Une Centrale peut en cacher une autre (voir Brennilis)

La difficulté où se trouve E.D.F. de trouver des sites appropriés pour l'installation de ses centrales va conduire l'entreprise à rassembler plusieurs unités de production au même endroit

Les énergies nouvelles

Elles présentent de l'intérêt. On aimerait que les responsables évitent de les déconsidérer par des arguments qui ne sont pas de la meilleure venue.

des problèmes redoutables

A la sortie du réacteur, le combustible irradié doit être retraité. On sait que ce retraitement pose des problèmes redoutables qui ne sont pas encore complètement maîtrisés.

les prévisions sur la fiabilité des installations ne paraissent plus aujourd'hui aussi satisfaisantes qu'elles étaient naguère.

des souhaits

on souhaite que l'information officielle soit à la fois plus sérieuse et plus équilibrée; elle y gagnera en crédibilité.

La politique énergétique de la France ne se bâtera pas sans un assentiment fondé et réfléchi des Français.

abonnement à Nukleel - journal breton d'information nucléaire

Nukleel?



Nann.

5 numéros: 10^F

soutien: 30^F

nom:

prénom:

adresse:

faire parvenir à B. Villemur

rue A. Poré

29220

Landerneau

imprimerie spéciale du journal Nukleel

La conscience du veau.

Il arriva qu'un chef d'Etat traita les Français de " veaux " et qu'il leur donna ensuite le droit à l'objection de conscience.

Sans doute prévoyait-il un état hors-la-loi et l'hypocrisie haussée à la hauteur d'une institution.

Invité par les renvoyeurs de livret militaire, Olivier VIAL un pionnier du LARZAC, ouvrit justement pour les Douarnenistes, ce débat sur l'avenir : l'Objection de Conscience, la Désobéissance Civile, ces nouveaux courants qui parcourent le monde en secouant les nations.

Qu'est-ce que la légalité, s'interrogea-t-on, et qu'est-ce que la vérité ?

Deux thèses souvent très différentes, mais que l'Etat voudrait bien confondre en une seule. O, sacrosainte Légalité que de crimes se commettent au nom de ta Vérité .

Mais la conscience de l'homme doit choisir à présent, sous peine de mort; ce n'est plus un droit c'est un devoir .

Car l'Objection de Conscience ne se borne pas à refuser le service militaire, elle doit s'étendre à chacun des actes qui nous engage avec l'humanité toute entière. (par ex. refus de l'impôt, banque parallèle, grève de la faim, marche pacifique, groupement Foncier Agricole).

C'est à l'homme d'inventer chaque jour de nouvelles actions en face d'un pouvoir sans imagination.

Ainsi, les centrales nucléaires et les armes atomiques qui se nourrissent de leurs déchets, les tanks labourers de terre et les bulldozer dévoreurs d'espaces, suscitent un même combat non-violent et, par la " Désobéissance civile" suscitent cent façons de refuser une complicité criminelle.

Il ne s'agit pas de crier : "A l'Anarchie", réflexe vital de chaque Etat, au pouvoir moribond qui sait fort bien qu'il disparaît sans l'homme alors que l'homme existe toujours sans lui; il s'agit au contraire, d'obéir à une loi plus haute, la même déposée en chacun de nous et formant la force la plus puissante du monde : la Conscience Populaire qui infléchit la décision, nations.

des

Et ne nous payons plus de mots. Car si je dis : " la bombe atomique amènera l'apocalypse, mais "on" n'y peut rien " payer le part d'impôt qui aide à la fabriquer, est un crime contre ma conscience ; si je me contente de beugler : "Bof, la centrale nucléaire, je suis contre mais "on" n'y peut rien " alors je suis bien un veau et je mérite, sans objection, l'abattoir.

Yan Balinec



Vivre mieux et autrement avec l'énergie solaire, sans le nucléaire

Cette présentation rapide veut faire apparaître l'esprit du projet alter et le modèle de société sous-jacent. Nous recommandons vivement aux personnes intéressées (notamment par les aspects techniques) de se reporter au projet Alter lui-même.

Le projet alter (alter comme alternative énergie de remplacement) est un contre plan énergétique réalisé par des scientifiques, travaillant dans le domaine des énergies renouvelables.

Ces scientifiques, militants antinucléaires ont établi ce projet chiffré et cohérent, pour montrer que l'on peut vivre sans utiliser l'énergie nucléaire, qui est dangereuse, polluante et inutile.

E.D.F. dit : il faut cette énergie pour assurer la croissance économique, le plein - emploi et le confort de tous.

D'une part, il n'y a pas de lien direct entre le niveau de vie et la consommation d'un pays (la SUEDE consomme trois fois moins d'énergie par habitant que les U.S.A pour le même niveau de vie.

D'autre part, une autre organisation industrielle et économique peut réduire le gaspillage, répartir le travail entre tous et remplacer la croissance économique par une production stable.

Le Projet Alter, qui se situe volontairement dans le long terme (2050 et après) met en relation :

- le niveau de vie de la population française et les besoins correspondant en énergie,
- et les ressources disponibles en énergies renouvelables.

Les besoins en énergie

Ils correspondent à un "niveau de vie confortable pour tous, avec économie systématique". De plus il y a répartition égalitaire de la consommation entre tous.

- la population (53 millions en 75) est rendue à 60 millions en 2050.
- le niveau de vie (consommation, produits courants, équipement) est multiplié par 1,5.
- les produits plus solides durent deux fois plus longtemps.
- la surface des logements (ménage de trois personnes) passe de 70 m² à 100 m², et les locaux collectifs (santé, éducation et culture) de 2 m² par habitant à 4 m².

- Les transports sont organisés pour favoriser les transports en commun en ville et sur les grandes distances, le réseau ferroviaire est multiplié par trois.

- la voiture individuelle (1 par ménage contre 0,7 en 75) sert aux courts déplacements.

Il n'y a eu aucun "retour à la bougie" ni régression, mais au contraire une nette amélioration, surtout pour les classes populaires.

Les sources d'énergies renouvelables

Le soleil apporte sur le territoire français, environ 300 fois l'énergie consommée, mais cette énergie est "diluée" et intermittente, donc difficilement utilisable pour satisfaire les besoins.

Le projet alter propose un catalogue des techniques pour convertir cette énergie solaire en d'autres formes d'énergie stockables et utilisables :

- chauffage des locaux (maison, village, ensembles) par le chauffage solaire direct, avec possibilité de stockage longue durée, dans des nappes en profondeur (peu répandues dans l'ouest)
- chaleur industrielle par des centrales solaires avec des procédés de concentration.
- production de combustibles solides (granulats), liquides et gazeux à partir de la biomasse (masse biologique) constituée par :
 - . déchets organiques (ordures ménagère, résidus de bois, et agricoles)
 - . plantations d'arbres et en plantes fourragères énergétiques.

Cette transformation est réalisée dans des complexes agroénergétiques, sortes de petites raffineries, implantées en zone rurales.

- l'électricité provient :
 - . usines hydroélectriques plus nombreuses et petites usines au fil de l'eau.
 - . éoliennes, surtout près des côtes
 - . électricité solaire, photovoltaïque ou thermodynamique.

On peut stocker l'électricité par la production d'hydrogène.

D'autres procédés existent ou sont à développer, surtout en Bretagne : culture aquatique, énergie thermique des mers et des vagues

LE PROJET ALTER

15

Dans le projet alter ne sont retenues que les énergies renouvelables actuellement au point et facilement utilisables. Des recherches importantes permettraient, sans doute, des découvertes importantes.

Utilisation de l'énergie par les différents Secteurs d'utilisation :

	1975	%	2050	%
.résidentiel-tertiaire	53,9	36,8	61,5	43,5
.transport	31,4	21,4	20,5	14,5
.agriculture	5,9	4,	6,	4,2
.sidérurgie	12,4	8,5	9,5	6,7
.industrie	42,9	29,3	44,	31,
Total	146,5	100.	141,5	100.

en (MTEP)
(million de tonnes équivalent pétrole)

- le total varie peu, car il y a systématiquement économie d'énergie et utilisation des formes d'énergies les mieux appropriées.
- diminution des secteurs transports et sidérurgie.
- augmentation du secteur résidentiel et tertiaire.

Pour arriver à ce long terme où il y aura autosubsistance énergétique, le projet alter prévoit une période de transition pour :

- investir prioritairement dans les économies d'énergie.
- développer les énergies renouvelables.
- remodeler l'activité industrielle et économique pour arriver à une stabilisation de la production, une fois les équipements nouveaux réalisés.

On passe ainsi des énergies non renouvelables (dont le pétrole importé) aux énergies renouvelables, sans avoir recours au nucléaire, et on devient entièrement indépendant.

Le Projet Alter se limite à dire : voilà ce qui est techniquement possible, compte tenu des besoins à satisfaire et des énergies disponibles et si on prend les moyens pour aller dans ce sens.

Ce projet est un exemple de modèle, mais il faut un débat populaire, car c'est à

l'ensemble des travailleurs et de la population de décider comment nous vivrons dans les prochaines années (consommation, société)

La mise en route de ce projet demande une volonté politique pour :

- accorder des crédits importants aux énergies nouvelles.
- stopper le programme nucléaire et arrêter les centrales.
- s'engager vers un autre système énergétique

C'est à tous les antinucléaires, les comités locaux et les organisations politiques, syndicales et populaires qui refusent le choix nucléaire, à se battre dans ce sens.

Projet Alter : à commander : Imprimerie Syros
9 rue BARROMÉE 75015 PARIS
où auprès des comités locaux. Prix : 10 Fr



16

Un lecteur de Montluçon

propose:

Les Paysans du LARZAC sont entrés dans PARIS. Réussiront-ils à empêcher l'extension du camp militaire ? Personne pour l'instant, ne peut le dire, mais une chose semble sûre, leur marche a atteint ses objectifs à savoir : populariser leur lutte, sensibiliser des couches de la population jusqu'alors indifférentes ou hostiles.

Le mouvement anti-nucléaire "ne cesse depuis un an d'être à la recherche de son second souffle", comme il est écrit dans le dernier numéro de Superpholix.

Alors pourquoi ne pas s'inspirer des paysans du LARZAC pour donner ce second souffle à notre lutte. Les "Larzac" étant multiples dans le domaine du nucléaire, pourquoi ne pas organiser non pas une, mais plusieurs marches convergentes vers un point à déterminer ?

Ces marches ne seraient pas un but en soi ; Il n'y aurait pas d'objectif à prendre d'assaut, mais des revendications ou des refus à populariser, un processus de résignation au fait nucléaire à enrayer, des organisations politiques ou syndicales à mettre au pied du mur en les obligeant à prendre position sur les revendications de la marche.

A mon avis deux dates pourraient être retenues :

- soit la période des vacances d'été.
- soit le mois de mai 1979 de façon à ce que l'arrivée des marches, coïncide avec la journée d'action anti-nucléaire internationale de la Pentecôte 1979 et prépare la " Journée du Soleil " de la fin juin.

D'ici là il faudrait :

- individuellement, pour ceux qui décideraient participer à une marche, se préparer physiquement, psychologiquement et financièrement, à affronter plusieurs centaines de kilomètres de marche à pied et peut-être 15 jours ou 1 mois de grève.

- collectivement, organiser cette action

- .déterminer le lieu de convergence qui pourrait être :

- PARIS ou
- un site nucléaire symbolique, ou
- le centre géographique de la France (pour mieux répartir les ampoules)

- .déterminer l'époque des marches, et le jour de la convergence.

- .laisser à chaque groupe local le soin d'organiser sa marche, avec un minimum de coordination de façon à éviter que deux marches passent par les mêmes villes.

- .définir les revendications.

propositions: moratoire et référendum sur le nucléaire "civil".

- refus du nucléaire militaire.

- arrêt de l'exportation d'installations nucléaires.

- arrêt de la répression anti-nucléaire.

- levée des secrets (mesures de radioactivité, rapports de sécurité, plan ORSEC-RAD, ...)

- .contacter les organisations susceptibles de soutenir ou participer à l'action.

Si un tel mode d'action vous parait intéressant, débattuez-en, faites en de la publicité (ne l'enterrez pas dans le courrier des lecteurs) afin - que si il rencontre un écho favorable elle puisse être organisée.

Pierre DANIN

*

nous attendons

vos réactions....

L'INDEPENDANCE NATIONALE ?

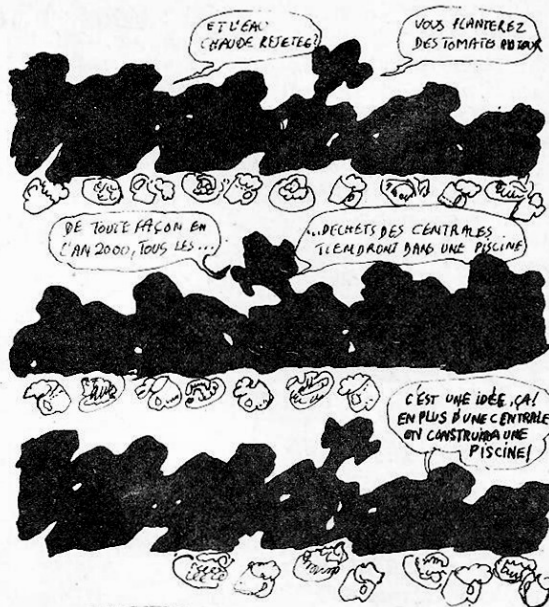
L'article suivant paru en toute petite place dans l'Ouest-France du 26 Décembre 1978 nous en dit long sur l'indépendance de la France en matière d'électronucléaire.

NUCLÉAIRE : « FEU VERT » AMÉRICAIN AU CONTRAT FRANCO-CHINOIS. — Le gouvernement américain n'a pas formulé d'objections à la vente par la société française « Framatome », à la Chine populaire, de deux centrales nucléaires de conception américaine. En conséquence, « Framatome » va pouvoir vendre au gouvernement chinois les deux centrales nucléaires de 900 mégawatts chacune, à eau pressurisée, construites sous licence de la société américaine « Westinghouse ».

BRENNILIS

Ce n'était pas une indiscretion. Le représentant de l'EDF au conseil général savait très bien ce qu'il faisait quand il annonçait dans les coulisses: Après, ou peut être avant, Plogoff, nous aurions un surrégénérateur à Brennilis. Qu'ils le veuillent ou non les conseillers généraux, en votant pour Plogoff, ont également accepté ce deuxième projet. A nous d'en être conscients et de nous porter immédiatement sur ce nouveau front; exigeons que la centrale des Monts d'Arrée soit démantelée et qu'aucune autre installation nucléaire ne vienne la remplacer. Dés aujourd'hui nous devons interpeller les conseils municipaux de toutes les communes des Monts d'Arrée et organiser partout ou nous le pouvons des réunions d'information. Nous avons mobilisé contre le choix de Plogoff et ce fut Plogoff, aujourd'hui on nous prépare à Brennilis. Ne laissons pas EDF, nous mener en bateau, cette fois prenons l'initiative.

Quimper (de notre correspondant): Les Conseillers généraux du Finistère "auditionnent un expert avec cette soif de savoir et en totale réceptivité intellectuelle"



Si vous voulez nous contacter ...

C.L.I.N. AUDIERNE

VELLY Jean
6, rue Pierre Loti
AUDIERNE

C.R.I.N. BIGOUDEN

BERNARD Henri-Paul
Leslaë
TREFFIAGAT
29115 - LE GUILVINEC

EVIT BUHEZ AR C'HAB
(DOUARNENEZ - LE CAP)

LE FLOCH Marie - Cécile
9, rue Alevoine
29122 - PONT CROIX

C.R.I.N. QUIMPER

M.J.C.
Impasse de l'Odet
29000 - QUIMPER

C.L.I.N. BREST

BREST CENTRE
M.P.T. DE L'Harteloire

BELLEVUE
Centre Social de Bellevue

ST PIERRE
M.P.T. St PIERRE

PEN AR CREACH
M.P.T. DE Pen ar Créach

C.L.I.N. CARHAIX

Maison pour Tous
36, rue de l'Eglise
CARHAIX

C.L.I.N. LANDERNEAU

BORVON Gérard
40, rue Gambetta
29220 - LANDERNEAU

MORLAIX - ECOLOGIE

c/o LE NERRANT
2, rue Bakounine
29210 - MORLAIX

C.L.I.N. PORSMOQUER

HALL Louis
Kerdoniou
PLOUGONVELIN
29217 - LE CONQUET

GUINGAMP - ECOLOGIE

RADUFE Dominique
Garg Uhel
St Servais
22160 - CALLAC

C.L.I.N. ST BRIEUC

Bric à Brac à St Broc C.I.S.S.
15 rue du Vieux Séminaire
22000 - ST BRIEUC

COLPO (Morbihan)

Association " Quand les vers de
terre sortent de leur trou "
LE CADRE Emmanuelle
rue Nationale
56390 - COLPO

AMIS DE LA TERRE RENNES

73, rue de Chateaugiron
35001 - RENNES

Le courrier des lecteurs ...

Nantes ... Le Pellerin

Voici donc mon bulletin d'abonnement au nouveau journal "NUKLEEL".

Cependant je voudrais faire une remarque : j'aimerais voir un ou deux articles écrits en breton . Beaucoup de titres sont écrits en breton mais aucun article.

Il y a sûrement des gens capables d'écrire des articles en breton.Ce n'est pas un reproche, c'est une remarque.

K.J. Brest

J'apprends la création d'un nouveau journal consacré aux luttes anti-nucléaires en Bretagne et aux problèmes liés à l'installation de centrales nucléaires, enfin à toutes les conséquences qu'implique le "choix" nucléaire, diktat de la politique giscardienne, entérinée par les pousse-mégots du conseil régional breton...

Bref, comme tout individu qui refuse de marcher les yeux fermés, et assez branché sur les problèmes du nucléaire, sur les énergies de substitution non polluantes, je désire m'abonner à "Nukleel" auquel je souhaite longue vie.

M.S. Brest

Lors de notre Fest-Noz du 16 décembre à Palaiseau, nous tiendrons un stand d'information sur le comité de défense de Plogoff avec lequel nous sommes en relation, et nous envisageons également de créer un comité de soutien à Plogoff sur la région parisienne.

Par conséquent quelques numéros de Nukleel ne dépareilleront pas notre stand, ainsi que des formulaires d'abonnement .

Association des Bretons de la Vallée de Chevreuse.

Je viens d'apprendre la sortie de "NUKLEEL"...Je te mets 10 francs en timbres-poste. (Je ne peux faire mieux étant au chômage ...Heureusement qu'il va y avoir la centrale du Pellerin... Je vais avoir du travail).

C.O. St Nazaire

Après une année relativement calme, le gouvernement reprend l'offensive en préparant la sortie du décret d'Utilité Publique. C'est le dernier acte administratif qui précède les expropriations et autorise le début des travaux.

Différentes actions ont été menées pour continuer la sensibilisation des populations et l'élargissement de la lutte.

Le 28 octobre, une marche LePellerin - Nantes était organisée par la coordination Basse-Loire . 3.000 à 4.000 personnes accompagnées par les paysans sur leurs tracteurs y participèrent.

Suite à un article de presse (2 décembre) annonçant la sortie du décret, une riposte rapide s'est mise en place par le biais d'affiches sur tous les panneaux indicateurs de la ville (Nantes). Il s'est avéré que la nouvelle était fausse.

Une manifestation organisée très rapidement (6 déc) est appelée par la C.F.D.T., la C.S.F., la C.S.C.V. , la F.D.S.E.A., les paysans travailleurs et le P.S. local d'une part, et la coordination Basse-Loire d'autre part a rassemblé 2500 devant la préfecture.

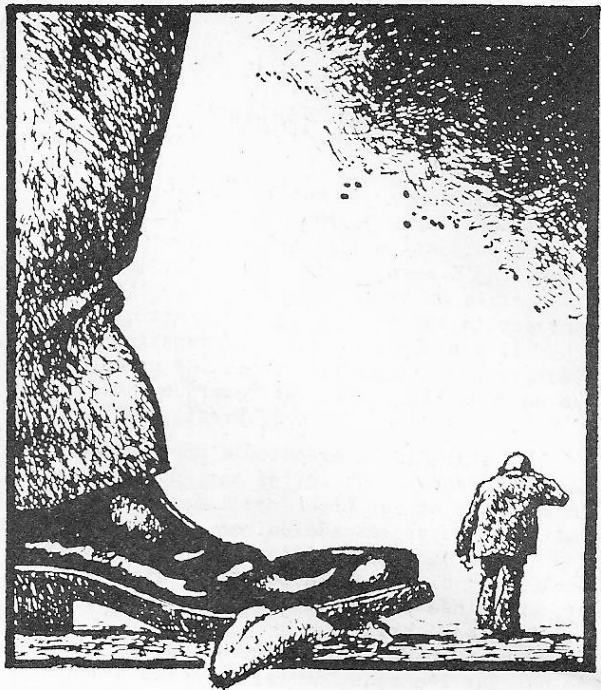
Cette action fut poursuivie le 9 décembre par une distribution de tracts sur les principaux axes routiers de tout le département. (Tract fait par la C.F.D.T., F.D.S.E.A C.S.C.V., et Paysans Travailleurs)

Le point fort était attendu pour la la journée du 17 où était prévu un rassemblement sur le site avec labours et semailles sur des terres expropriables. Organisée par la Coordination Basse-Loire et diverses organisations, elle a rassemblé plus de 7000 personnes avec une forte participation ouvrière et paysanne. La venue d'une centaine de personnes de Plogoff fut très remarquée et contribua à renforcer les liens entre les communes concernées.

Dernière action en date: la journée "ville morte" organisée le mardi 19 au Pellerin et qui fut suivie à 99%. Cela démontre la détermination des populations face au projet d'implantation d'une centrale nucléaire.

C.R.I.N. NANTES
26 bis, bd Robert Shumann
44 000 NANTES

LES DENTS DU PROGRES
(LA MAREE NOIRE DE L'AMOCO CADIZ)
par François de Beaulieu aux éditions du Sycomore (180 pages)
Commandes directes à MORLAIX-ECOLOGIE c/o Le Diguierher
2 rue Bakounine 29210 MORLAIX
35 frs port compris - 24 frs à partir de 5 exemplaires



Conseil Général du Finistère - 28 Novembre 1978

BULLETIN
D'ABONNEMENT A

Nukleel?

- 5 numéros

10 FR

NOM :

- Abonnement
de SOUTIEN

30 FR

ADRESSE :

VILLE :

à expédier à : Bernard VILLEMUR - 9, rue Ambroise Paré
29220 LANDERNEAU

Imprimerie spéciale du journal